

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

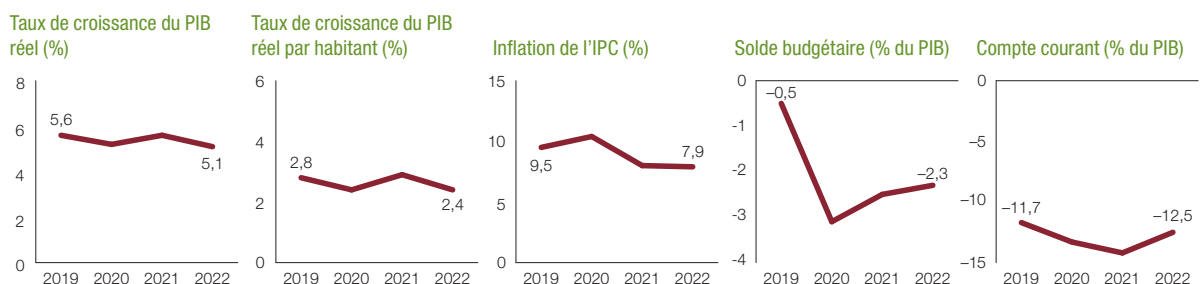
L'économie guinéenne a fait preuve de résilience face à la pandémie mondiale. Le PIB réel a augmenté de 5,2 %, soit à peine moins que les 5,6 % de 2019 et surtout bien au-dessus du taux de 1,4 % prévu au début de la pandémie. Cette performance remarquable est liée à la forte augmentation de l'activité minière de 18,4 % en 2020, contre 8 % en 2019 grâce à la hausse de la demande chinoise en bauxite et en aluminium, dont la Guinée est depuis 2017, le principal fournisseur ayant remplacé l'Australie. Cependant, la pandémie a affecté les secteurs non miniers, dont la croissance a diminué jusqu'à 2,5 % en 2020 contre 5,1 % en 2019 à en raison notamment des retards accusés par les grands projets, de la fermeture temporaire des frontières et des mesures prises pour contenir la COVID-19, qui ont perturbé les activités agricoles, manufacturières et le secteur des services. Ces perturbations ont également entraîné une hausse de l'inflation, avec 10,4 % en 2020, contre 9,5 % en 2019. Afin de limiter l'impact inflationniste des capitaux et des biens de consommation importés, la Banque centrale a réduit l'écart entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle. La baisse des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses destinées à atténuer les effets de la pandémie combinés ont porté le déficit budgétaire à 3,1 % du PIB en 2020 contre 0,5 % en 2019, qui sera financé grâce à des avances de la Banque centrale et à l'émission de bons du Trésor. L'importation massive de biens d'équipement pour les grands projets et la réduction des exportations devraient faire passer le déficit courant à 13,3 % en 2020 contre 11,7 % en 2019. Il devrait être financé par des investissements étrangers directs dans le secteur minier.

Perspectives et risques

La croissance à moyen terme devrait atteindre 5,6 % en 2021 et 5,1 % en 2022, grâce à un important approvisionnement en énergie provenant du nouveau barrage de Souapiti de 450 mégawatts, ainsi qu'à de nouveaux projets miniers et à la hausse des dépenses d'infrastructure. Le déficit budgétaire devrait progressivement reculer pour se situer à 2,5 % en 2021 et 2,3 % en 2022, grâce à une rationalisation des dépenses publiques, à une réduction des subventions sur les tarifs de l'électricité, à une fiscalité améliorée et plus adaptée au secteur non minier, à un élargissement de l'assiette fiscale et à l'application stricte des dispositions fiscales du code minier. La nouvelle production minière devrait accroître les exportations et, à partir de 2022, réduire le déficit du compte courant actuellement financé par les IDE. Le niveau des réserves de change internationales devrait s'améliorer pour couvrir plus de 4 mois d'importations en 2021 et 2022 contre 3,8 mois en 2020.

Questions et options de financement

La dette de la Guinée est viable, avec un risque modéré de surendettement extérieur. En 2019, l'encours total de la dette publique représentait 36,5 % du PIB, dont environ 53 % de dette intérieure. En 2020, l'encours pourrait atteindre 40,2 % du PIB, dont environ 60 % extérieur. Ce niveau d'endettement modéré devrait permettre d'entreprendre de nouveaux emprunts concessionnels pour financer les dépenses prioritaires et les nouveaux investissements de la stratégie nationale de lutte contre la COVID-19. Les autorités devraient se concentrer à l'avenir sur une politique prudente d'emprunt extérieur, tout en renforçant l'efficacité et l'efficience des investissements publics.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.